



COMMUNIQUE DES ELUS EN CAP NATIONALE B



Nous étions convoqués aujourd'hui pour une CAP dont l'ordre du jour portait sur l'accueil en détachement dans le corps des contrôleurs des finances publiques.

Alors que la DGFIP vit des heures sombres dans un contexte budgétaire plus que contraint, avec 2 130 suppressions d'emplois annoncées pour 2016 et 2 047 vacances d'emplois B, le message est clair : non seulement il n'y a aucune volonté de se préoccuper des conditions de travail des agents mais plus encore, la direction veut à tout prix détruire les règles de gestion et de mutations.

A l'ouverture du groupe de travail du 21 septembre dernier, après lecture des déclarations liminaires, les délégations Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP, CGT Finances Publiques et CFTD Finances Publiques ont décidé de quitter la séance face aux propositions remettant en cause les règles de mutations à la DGFIP.

Ces règles de mutations et de premières affectations des personnels de catégorie A, B et C ont été négociées, élaborées et décidées lors des nombreux groupes de travail qui ont fait suite à la fusion. Mais alors que l'encre qui a servi à rédiger ces dites règles n'est pas encore sèche, l'administration propose de les remanier en profondeur au détriment des agents, de « toucher au socle » malgré les propos rassurants qu'elle a tenus.

C'est une véritable parodie de dialogue social à la DGFIP !

Toutes les catégories sont touchées :

- suppression du mouvement complémentaire de mutations A et B.
- remise en cause des RAN existantes. L'administration souhaite dans un premier temps fusionner certaines d'entre elles, limitant ainsi la finesse d'affectation offertes aux agents. Cette évolution pourrait rapidement nous mener à une affectation au département !
- confirmation et élargissement du système des RAN dérogatoires avec un seuil abaissé à 30 % de vacances d'emplois sur la RAN. Cette procédure est intolérable dès lors que la responsabilité de l'insuffisance du recrutement incombe à l'administration.
- remise en cause de la finesse de l'affectation mission/structure pour la catégorie B avec la diminution des possibilités de choix fonctionnels au niveau national, qui préfigure une affectation ALD à la RAN ou au département.
- obligation pour les contrôleurs en sortie d'école d'exercer leurs fonctions pendant une durée minimale de 3 ans dans la spécialité ENFIP qu'ils auront suivie.

La volonté d'imposer un délai de séjour « métier » se heurte aux réalités du terrain : combien de collègues ALD en sortie d'école ne sont déjà pas positionnés sur des postes correspondant à leur dominante ?

Nous exigeons l'amélioration de la situation des milliers d'agents de la DGFIP en termes de recrutements, d'affectations, de conditions d'exercice des missions, de conditions de vie au travail et de reconnaissance des qualifications.

L'audience ministérielle qui s'est tenue le 24 novembre avec nos secrétaires généraux n'a pour l'heure donné aucune visibilité sur les orientations et la politique de la DGFIP en matière de gestion des personnels.

Les représentants des personnels de catégorie B de Solidaires Finances Publiques et de la CGT Finances Publiques continuent de condamner avec force les reculs en matière de droit à mutation qui sont proposés dans les fiches de travail pour l'ensemble des agents.

A ce titre, ils attendent beaucoup de l'audience de ce jour avec le Directeur général pour laquelle nous rappelons notre exigence que soient tenus les engagements pris lors du cycle de discussion sur les règles de gestion fusionnées.

Pour toutes ces raisons, les élus en CAPN B de Solidaires Finances Publiques et de la CGT Finances Publiques ont décidé, en signe de protestation, de boycotter la première convocation de la CAPN d'accueil en détachement dans le corps des contrôleurs des finances publiques.

Le 26 novembre 2015